



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

vaccinations

Question écrite n° 89116

Texte de la question

M. Jean-Marie Morisset * appelle l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur la demande croissante de suppression de l'obligation de vaccination du BCG. En effet, cette vaccination est obligatoire en France pour tous les enfants avant l'âge de six ans, qui doivent être revaccinés ultérieurement, en cas de réaction négative aux tests tuberculiques. Or, en Europe, l'Allemagne ne vaccine plus du tout, l'Autriche, la Belgique, la Norvège et la Suisse uniquement les populations à risque (principalement les migrants). Si d'autres pays pratiquent une vaccination généralisée comme la Grande-Bretagne, la France est un des rares pays d'Europe, avec le Portugal, à avoir une politique de revaccination. C'est ainsi que le Conseil national de pédiatrie demandait, le 16 décembre 2005, la suppression de l'obligation vaccinale généralisée avant l'entrée en collectivité pour ne la limiter qu'aux enfants à risque. Il faisait suite, trente ans après, à la déclaration du directeur général du Comité national de lutte contre la tuberculose : « Nous allons, palier par palier, vers la suppression de la vaccination de masse. » C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui préciser ses intentions en la matière.

Texte de la réponse

La vaccination généralisée des enfants avant leur entrée en collectivité permet aujourd'hui d'éviter 800 cas de tuberculose chaque année, dont au moins 16 de formes graves (comme les méningites). Ce résultat est obtenu grâce à une couverture vaccinale actuelle de 95 % des enfants à six ans. Depuis la suppression, au début de cette année, du vaccin Monovax qui s'administrait au moyen d'une bague par multipuncture, la vaccination contre la tuberculose se pratique désormais par injection intradermique, pratique qui prévaut dans tous les autres pays européens. L'injection intradermique rend effectivement la vaccination, notamment des enfants de bas âge, un peu plus contraignante et comporte un risque plus important de réaction locale cutanée. Le ministre de la santé et des solidarités a saisi le comité d'élaboration du programme national de lutte contre la tuberculose, afin qu'il lui indique d'ici le mois de juin prochain si la suppression de l'obligation de vaccination contre la tuberculose est à la fois souhaitable et possible. En effet, compte tenu du nombre d'enfants concernés et des risques sanitaires qu'une telle suppression pourrait engendrer, cette suppression ne va pas de soi sans l'aide d'une expertise détaillée sur ses éventuelles conséquences. Le ministre prendra sa décision au vu des conclusions de cette expertise. En attendant les préconisations des experts du comité d'élaboration du programme national de lutte contre la tuberculose et afin de diminuer les risques de réaction locale cutanée liés à la pratique de l'injection intradermique, le ministre a donné instruction en octobre dernier à ses services, dans chaque département, de proposer aux médecins qui le souhaitent une formation supplémentaire à cette technique, par l'intermédiaire des unions régionales des médecins libéraux et de la formation médicale continue.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Morisset](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 89116

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 21 mars 2006, page 2978

Réponse publiée le : 23 mai 2006, page 5539